



HAL
open science

Kosovo: une crise peut en cacher une autre

Xavier Bougarel

► **To cite this version:**

Xavier Bougarel. Kosovo: une crise peut en cacher une autre. *Politique étrangère*, 1999, 63 (3), pp.631-643. halshs-00214110v2

HAL Id: halshs-00214110

<https://shs.hal.science/halshs-00214110v2>

Submitted on 11 Feb 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Kosovo : une crise peut en cacher une autre », *Politique étrangère*, vol. CXIII, n° 3, automne 1998, pp. 631-643.

Xavier BOUGAREL

Depuis 1991, de nombreux observateurs annonçaient que la crise yougoslave, partie du Kosovo, y reviendrait tôt ou tard. Depuis mars dernier, les événements semblent leur donner raison. Le lourd climat d'attente qui caractérisait cette province de la Serbie, peuplée à 82 % d'Albanais¹, a en effet laissé place à une rapide flambée de violence, opposant l'Armée de libération du Kosovo (*Ushtria çlirimtare e Kosovës* -UCK) à la police serbe et à l'armée yougoslave, et ayant déjà provoqué la mort de plusieurs centaines de personnes et l'exode de dizaines de milliers d'autres.

Une nouvelle guerre commence en Europe. Et, comme dans le cas bosniaque précédemment, les acteurs internationaux paraissent pris au dépourvu par les développements rapides et imprévisibles de cette guerre. Mais, une fois de plus, il s'agit moins là d'une réelle impuissance que d'une absence de volonté politique commune et d'une insuffisante compréhension des dynamiques en présence. Dans ce contexte, et faute de pouvoir offrir la "bonne" solution à la crise du Kosovo, peut-être n'est-il pas inutile de s'interroger sur sa véritable nature.

Mythes anciens, nationalismes tardifs

A en croire les acteurs locaux, il faudrait pour comprendre la crise actuelle remonter loin dans l'histoire des deux communautés qui se font face. Ainsi, les Serbes répèteront inlassablement que le Kosovo a été le lieu de la célèbre bataille ayant opposé en 1389 les troupes serbes du prince Lazar à celles du sultan Murat, et que le patriarcat de l'Eglise orthodoxe serbe se trouve à Pec. Inversement, les Albanais s'acharneront à démontrer que, descendants des Illyriens, ils étaient présents au Kosovo avant les Serbes venus des Carpathes au VIIe siècle, et que le mouvement national albanais y a vu le jour en 1878, avec la fondation de la Ligue de Prizren.

Que le Kosovo soit un lieu de mémoire, il est difficile d'en douter: l'étonnante imbrication de monuments serbes et albanais, musulmans, orthodoxes et catholiques qui caractérise une ville comme Prizren suffit pour l'attester. Mais l'insistance sur ces dimensions historiques de la réalité kosovare masque deux faits essentiels. D'une part, au Kosovo comme ailleurs, l'histoire est devenue mythe: en 1389, le prince Lazar conduisait en fait une coalition de troupes serbes, bosniaques et albanaises, et les origines illyriennes des Albanais restent hypothétiques. D'autre part, l'histoire n'a servi que tardivement de support à des identités nationales clairement définies, lorsque le mythe de la bataille du Kosovo fut récupéré par le

¹ Selon les résultats du recensement de 1991, contesté par les représentants de la communauté albanaise. Le chiffre de 90 %, généralement avancé, assimile aux Albanais les populations slaves musulmanes, tsiganes et turques, toutes étant de confession islamique (au Kosovo, 95 % des Albanais sont de tradition musulmane et 5 % de tradition catholique).

nationalisme serbe, et les origines illyriennes des Albanais "redécouvertes" par le nationalisme albanais².

Les origines de la crise du Kosovo ne remontent donc pas au Moyen-âge ou à l'Antiquité, mais à la période bien plus récente de formation des identités nationales dans les Balkans. De plus, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, le Kosovo est une région où les identités nationales se sont cristallisées tardivement, comme en témoigne de nouveau la ville de Prizren, dont les élites urbaines utilisent encore aujourd'hui le turc comme signe d'urbanité, et dont certaines populations rurales environnantes ne savent toujours pas très bien si elles sont albanaises, turques, bochniaques, torbèches ou goranies³.

Historiquement, le mouvement national serbe apparaît d'abord en Sumadija (Serbie centrale) d'une part, dans l'Empire austro-hongrois (Voïvodine) d'autre part, et ne s'étend aux populations serbes du Kosovo qu'à la fin du XIXe siècle, avec le soutien des réseaux culturels et insurrectionnels mis en place par le jeune Etat serbe⁴. De même, au sein de la Ligue de Prizren, les notables sunnites kosovars se caractérisent par leur attachement à l'Empire ottoman, l'idée d'autonomie pour les territoires albanais de l'Empire étant défendue par les délégués bektashis venus du sud de l'Albanie. Ce rôle pionnier des Albanais du sud dans le mouvement national albanais est du reste perceptible jusqu'à la création de l'Etat albanais, voire au-delà⁵.

Par contre, après l'annexion du Kosovo et de la Macédoine par la Serbie en 1912, puis leur intégration à la Yougoslavie en 1918, le sentiment national des populations albanaises de ces régions reste flottant. Le soulèvement des *kaçaks* ("rebelles") dans les années 1920 prolongent des pratiques anciennes de banditisme social ou de refus de l'impôt et de la conscription, et peuvent difficilement être assimilés à un mouvement nationaliste, dont le vœu le plus cher est de construire un Etat. Quant au parti représentant les populations albanaises et turques entre 1918 et 1924, il s'intitule *Islam Muhafazai Hukuk Cemiyet* (en turc: "Association pour la défense des droits des musulmans"), cet intitulé signalant la perpétuation d'une identité "ottomane" au sein des élites musulmanes traditionnelles du Kosovo et de Macédoine. Les autorités yougoslaves empêchent d'ailleurs l'ouverture d'écoles en langue albanaise, et font tout pour maintenir les Albanais dans une "stagnation culturelle organisée"⁶.

Il faut donc attendre les années trente et quarante pour qu'apparaissent au Kosovo les premiers mouvements culturels et politiques pouvant être qualifiés de nationalistes au sens strict, le plus important restant le *Balli Kombëtar* ("Front national") créé en 1942, et qui entretiendra des rapports pour le moins ambigus avec les forces de l'Axe⁷. Après la répression

² Sur la bataille de Kosovo, voir M. EKMECIC, "The Emergence of St. Vitus Day as the Principal National Holiday of the Serbs", dans W. VUCINICH / T. EMMERT, *Kosovo: Legacy of a Medieval Battle*, University of Minnesota Press, Minneapolis (1991).

³ Les Bochniaques (anciennement Musulmans), les Torbèches et les Goranis sont trois groupes de population de langue slave et de confession islamique.

⁴ Sur le nationalisme serbe, voir W. BEHSCHNITT, *Nationalismus bei Serben und Kroaten 1830-1914*, Oldenburg, München (1980).

⁵ Sur le nationalisme albanais, voir S. SKENDI, *The Albanian National Awakening 1878-1912*, Princeton University Press, Princeton (1967).

⁶ Expression utilisée par Michel Roux. Voir M. ROUX, *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*, MSH, Paris (1992).

⁷ Pendant la Seconde Guerre mondiale, la plus grande partie du Kosovo est rattachée à l'Albanie sous occupation italienne. Sur l'histoire du Kosovo, voir M. VICKERS, *Between Serb and Albanian: a History of Kosovo*, Hurst & Company, London (1998).

d'un soulèvement armé conduit par le *Balli Kombëtar* en 1945/46, c'est en fait la Yougoslavie communiste qui va permettre la cristallisation définitive de l'identité nationale des Albanais du Kosovo et de Macédoine. D'une part, l'élimination des élites traditionnelles (privées de leur base socio-économique et incitées à émigrer en Turquie) puis l'urbanisation et la scolarisation accélérées de la population favorisent l'émergence de nouvelles élites albanaises. D'autre part, la nouvelle Yougoslavie institue le Kosovo comme entité territoriale autonome, reconnaît aux Albanais le statut de minorité nationale⁸, et autorise le développement d'un enseignement et d'une vie culturelle en langue albanaise. Dans le cadre de la décentralisation des années 1960, ces processus débouchent sur une autonomie de plus en plus large de la province du Kosovo, une influence croissante des élites albanaises au sein de l'appareil provincial de l'Etat et de la Ligue des communistes, et un rapprochement symbolique et culturel entre l'Albanie et les Albanais de Yougoslavie⁹.

Cette amélioration du statut des Albanais en Yougoslavie ne met pourtant pas fin à un certain nombre de déséquilibres et de tensions. Le Kosovo, en effet, reste la région la moins développée de la fédération, et voit même s'accroître son retard par rapport aux régions les plus riches. D'importantes différences dans les taux de natalité et les flux migratoires bouleversent alors les équilibres démographiques de la province, les Albanais constituant 77 % de sa population en 1981 (contre 68 % en 1948), et les Serbes 13 % (contre 24 %). Le gonflement d'une jeunesse albanaise scolarisée mais sans débouchés professionnels suffisants favorise en outre l'apparition d'organisations nationalistes se revendiquant du marxisme-léninisme d'Enver Hoxha, et conduit aux manifestations de 1968 et 1981, au cours desquelles apparaît pour la première fois le slogan "Kosovo république". Inversement, un fort sentiment de déclin et de précarité provoque à partir de 1985 une vague de protestations au sein de la population serbe kosovare, vite relayée par l'Eglise orthodoxe et certains intellectuels, puis instrumentalisée en 1987 par Slobodan Milosevic pour s'emparer de la Ligue des communistes de Serbie et réveiller le nationalisme serbe. La crise du Kosovo s'ouvre et, avec elle, le processus qui conduira en 1991 à l'éclatement de la Yougoslavie¹⁰.

De la confrontation entre deux projets nationalistes...

A partir de la fin des années 1980, le Kosovo devient le théâtre d'une confrontation entre deux projets nationalistes radicalement opposés. Les autorités serbes destituent le dirigeant communiste kosovar Adem Vllasi en novembre 1988 et réduisent une première fois l'autonomie du Kosovo en mars 1989, avant de la supprimer en septembre 1990. Dès cette époque, il ne s'agit pas seulement de rétablir la souveraineté de la Serbie sur cette province, mais aussi d'en modifier la composition ethnique en privant la population albanaise de ses élites, puis et en la poussant à l'émigration. A cette fin, et dans le cadre d'un vaste programme

⁸ La Yougoslavie communiste distinguait ses nations constitutives (*narodi*), telles que les Serbes, les Croates ou les Macédoniens, de ses minorités nationales (albanaise, hongroise, turque, italienne, etc.) qualifiées de "nationalités" (*narodnosti*).

⁹ A partir de 1969, les Albanais du Kosovo obtiennent le droit d'utiliser le drapeau national albanaise. L'année suivante, dans le cadre d'un accord bilatéral, les autorités de Tirana sont associés au développement de l'enseignement en langue albanaise (fourniture de manuels scolaires et envoi d'enseignants albanais).

¹⁰ Il ne faut toutefois oublier que la remise en cause des acquis culturels et institutionnels albanais a commencé en Macédoine, et non au Kosovo. Après les émeutes de 1981, un certain nombre d'écoles secondaires albanaises et turques sont fermées. En 1987, l'enseignement coranique délivré dans les mosquées, accusé de contribuer à l'"albanisation" des enfants turcs et torbèches, est interdit. Un an plus tard, un amendement constitutionnel modifie la Constitution de 1974, qui définissait la Macédoine comme l'"Etat des Macédoniens et des Turcs". Les Albanais perdent alors leur statut de nation constitutive de la république de Macédoine.

voté en mars 1990 par le Parlement serbe¹¹, diverses mesures discriminatoires sont adoptées, visant à empêcher l'achat de terres par les Albanais, à les évincer des administrations et des entreprises publiques, et à démanteler leurs institutions scolaires et culturelles¹². Un "Fond de développement" est également créé pour favoriser l'installation de Serbes et de Monténégrins au Kosovo. Là comme ailleurs, le projet nationaliste grand-serbe se profile donc bien vite derrière une rhétorique yougoslave.

Du côté albanais, la suppression de l'autonomie du Kosovo suscite d'importantes manifestations en 1989 et 1990, violemment réprimées par la police serbe et l'armée yougoslave. Le slogan de "Kosovo république" est alors non seulement scandé par les manifestants, mais repris par la Ligue démocratique du Kosovo (*Lidhja demokratike e Kosovës* -LDK) créée en décembre 1989, et par le Parlement provincial du Kosovo qui, le 2 juillet 1990, se réunit illégalement pour proclamer la "République de Kosovo". Cette forte mobilisation de la communauté albanaise se double d'un certain renouvellement de ses élites politiques, comme le montrent la marginalisation des anciens dirigeants communistes (Mahmut Bakalli, Adem Vllasi, etc.) et la composition des instances dirigeantes de la LDK, qui associent des intellectuels plus ou moins liés à la Ligue des communistes (parmi lesquels Ibrahim Rugova, jusqu'alors président de l'Union des écrivains) à d'anciens prisonniers politiques issus des organisations marxistes-léninistes des années 1960 et 1970.

En octobre 1991, la LDK crée un Conseil de coordination des partis albanais, censé se substituer au Parlement kosovar dissous comme nouvelle instance représentative de la communauté albanaise¹³. Ce Conseil adopte une "*Déclaration politique*" qui, après avoir dénoncé "la partition des territoires albanais quand, après la création de l'Etat albanais en 1912, plus de la moitié de la population albanaise est restée hors des frontières de l'Albanie", avance trois revendications:

- "1- Si les frontières intérieures et extérieures de la Yougoslavie restent inchangées, le Kosovo doit avoir le statut de république (...);
- 2- Si les frontières intérieures entre républiques doivent être modifiées, les Albanais en Yougoslavie demandent une République albanaise en Yougoslavie (...);
- 3- Si les frontières extérieures de la Yougoslavie doivent être modifiées, les Albanais en Yougoslavie exigent qu'un plébiscite placé sous contrôle international décide de la réunification du Kosovo et des autres territoires albanais avec l'Albanie"¹⁴.

Le projet de la LDK ne se limite donc pas à l'accession du Kosovo au statut de république constitutive au sein de la Yougoslavie, mais vise à se positionner face à son probable éclatement. Et, là encore, l'idée de Grande Albanie s'inscrit en filigrane.

Mais, de part et d'autre, ces projets nationalistes révèlent bientôt leurs contradictions et leurs limites. Si les autorités serbes déploient au Kosovo un imposant appareil répressif, elles ne parviennent pas à modifier de façon significative la composition ethnique de la province.

¹¹ Ce programme s'intitule "Programme pour la réalisation de la paix, de la liberté, de l'égalité des droits, de la démocratie et de la prospérité au Kosovo". Qui dit mieux ?

¹² Sur ces lois discriminatoires, voir N. KERMENDI, *Kosovo pod bremenom diskriminatorskih zakona Srbije*, Pristina (1992).

¹³ Ce Conseil de coordination rassemble autour de la LDK les principaux partis albanais du Kosovo, de Macédoine, du Montnégro et de Serbie du sud (communes de Presevo et Bujanovac).

¹⁴ "Political Declaration of the Coordinating Council of the Albanian Political Parties in Yugoslavia", dans KIC, *The Albanian Democratic Movement in Former Yugoslavia*, Pristina (1993).

Rares sont les Serbes qui acceptent de s'y établir, et même les réfugiés de Croatie installés là en 1995 ont tôt fait de rejoindre Belgrade ou d'émigrer à l'étranger. Les 200 à 300 000 Albanais qui auraient quitté le Kosovo depuis 1990, quant à eux, vont grossir les rangs d'une diaspora qui constitue le principal soutien financier de la "République du Kosovo". Enfin, leur renvoi hors des établissements scolaires et des lieux de travail, associé à une répression et une prédation policières quotidiennes, ne fait que renforcer les Albanais dans leur volonté d'indépendance. Alors que les générations plus anciennes peuvent regretter un Etat yougoslave synonyme de promotion sociale et culturelle, les jeunes générations d'Albanais n'ont jamais reçu de cet Etat qu'une seule chose: des coups de matraque.

Dans le même temps, la LDK s'enferme dans ses propres contradictions. Dès 1991, elle opte pour l'indépendance du Kosovo, comme l'atteste la tenue d'un référendum sur ce point le 30 septembre 1991. Sa stratégie d'internationalisation de la crise du Kosovo implique en effet le renoncement à tout objectif maximaliste (Grande Albanie) et à toute utilisation de la violence (lutte armée)¹⁵. Mais cette "sagesse", loin de faciliter l'internationalisation du cas kosovar, provoque son effacement d'un agenda international déjà bien chargé. De même, les dirigeants de la LDK tablent sur une désagrégation à terme du régime de S. Milosevic, permettant d'obtenir "sans douleur" l'indépendance du Kosovo. Mais l'appareil répressif serbe n'est pas vraiment affecté par les multiples déboires de la Serbie, et l'abstention électorale albanaise sert indirectement le Parti socialiste serbe de S. Milosevic.

Quant à la "République du Kosovo", elle ne constitue guère qu'une coquille vide. Certes, la création d'un Etat albanais parallèle se traduit par une campagne de rachat des dettes de sang visant à mettre un terme aux vendettas traditionnelles, par l'instauration d'une fiscalité parallèle, par la constitution d'un gouvernement en exil présidé par Bujar Bukoshi (novembre 1991) et par la tenue d'élections présidentielles et législatives clandestines (mai 1992), remportées haut la main par I. Rugova (99 % des voix) et par la LDK (76 %)¹⁶. Mais la tentative de mise en place d'une police albanaise est étouffée dans l'oeuf par les autorités serbes¹⁷. Surtout, malgré la création d'un important système d'enseignement parallèle, la "République du Kosovo" ne peut enrayer la désagrégation du tissu social, et en particulier celle des classes moyennes urbaines privées d'emploi. De plus en plus, ce sont donc les solidarités claniques traditionnelles d'une part, le "*business*" privé et la criminalité organisée d'autre part, qui assurent la survie économique et la cohésion sociale de la communauté albanaise.

La résistance passive albanaise sombre donc peu à peu dans l'attentisme. L'écart entre un objectif ambitieux et des moyens limités suscite découragement et amertume au sein de la population. La LDK répond alors par une surenchère verbale et symbolique, creusant encore

¹⁵ En Macédoine, le Parti pour la prospérité démocratique (*Partia për prosperitet demokratik* -PPD, principal parti albanais associé à la coalition gouvernementale depuis 1991) réfute toute volonté séparatiste et revendique le statut de nation constitutive pour les Albanais de Macédoine. Mais le PPD organise en janvier 1992 un référendum sur l'autonomie territoriale de la Macédoine occidentale, et plusieurs de ses responsables sont impliqués dans un important trafic d'armes démantelé en 1993.

¹⁶ Le Parlement de la "République du Kosovo" compte 142 députés, dont 98 appartenant à la LDK, 13 au Parti parlementaire et 5 au Parti de l'action démocratique représentant la minorité slave musulmane. La minorité turque est représentée par deux députés membres de la LDK. Les 13 sièges réservés aux Serbes et aux Monténégrins restent inoccupés.

¹⁷ La stratégie de résistance passive n'empêche pas non plus certains préparatifs militaires et, en 1995, les autorités serbes annoncent le démantèlement du Ministère de la défense et de l'Etat-major de l'armée de la "République du Kosovo", composés d'anciens militaires et policiers albanais. En outre, un certain nombre d'Albanais du Kosovo combattent entre 1991 et 1995 dans les rangs des armées croate et bosniaque.

cet écart plutôt que de le combler, alors même que les combattants bosniaques et tchéchènes démontrent que David peut battre Goliath.

...à la désagrégation de deux communautés nationales

Pressés de dénoncer la montée des nationalismes dans les Balkans, de nombreux observateurs font l'impasse sur une autre facette des réalités balkaniques, à savoir la fragilité des identités nationales et des institutions étatiques dans cette région du monde. Or, ce constat s'applique tout particulièrement aux communautés nationales serbe et albanaise, traversées par d'importants clivages historiques et culturels¹⁸, et c'est dans ce cadre qu'il faut resituer les évolutions récentes de la crise au Kosovo.

Dès 1991, en effet, les désertions massives qui accompagnent les premières vagues de mobilisation en Serbie démontrent que célébrer la bataille de Kosovo ne suffit pas pour alimenter en hommes la bataille de Vukovar. Dans les années suivantes, la lente désagrégation de la communauté nationale serbe se traduit par des tensions croissantes entre la Serbie, la "République serbe" de Bosnie et la "République serbe de Krajina", et par le véritable pourrissement de l'intérieur de ces deux républiques autoproclamées. Enfin, depuis la signature des accords de Dayton, elle se reflète dans les conflits qui opposent Belgrade et Podgorica au sein de la RFY¹⁹ ou Banja Luka et Pale au sein de la République serbe, dans la montée des régionalismes qui touche la Voïvodine et la Sumadija, et dans la crise de conscience que traverse l'Eglise orthodoxe serbe. Ce phénomène n'épargne pas le Kosovo, comme en témoignent le ressentiment de la population serbe locale contre la vénalité des fonctionnaires envoyés par Belgrade, ou encore les critiques adressées à S. Milosevic par certains animateurs de la mobilisation des années 1980 ou responsables provinciaux de l'Eglise orthodoxe.

Dans le cas albanais, cette désagrégation de la communauté nationale est attestée par la crise que traverse le principal parti albanais de Macédoine en 1994²⁰, et surtout par la brève mais violente guerre civile qui ensanglante l'Albanie en 1997²¹. Quant à la communauté albanaise kosovare, elle fait longtemps fait preuve d'une forte cohésion, mais cet unanimité, dû aux effets de la répression serbe et au caractère hégémonique de la LDK, est en partie trompeur. Du reste, dès 1993, les premières critiques se font entendre dans la diaspora, le Premier ministre B. Bukoshi estimant par exemple que les institutions parallèles "n'ont pas fonctionné", et que I. Rugova et ses proches ont "usurpé tout le pouvoir et introduit un régime de parti unique"²².

¹⁸ Très brièvement: les Serbes de Croatie et de Voïvodine ont subi l'influence de l'Empire austro-hongrois, ceux de Bosnie-Herzégovine, de Serbie étroite et du Kosovo celle de l'Empire ottoman; les Albanais se divisent linguistiquement (Guègues en Albanie du nord et au Kosovo, Tosques en Albanie du sud) et religieusement (catholiques en Albanie du nord, musulmans sunnites au Kosovo, en Albanie du nord et du centre, orthodoxes et musulmans bektashis en Albanie du sud). En outre, les Albanais du Kosovo ont bénéficié de la relative ouverture de la Yougoslavie titiste, quand les Albanais d'Albanie restaient coupés du monde.

¹⁹ Sur l'évolution de la RFY, voir R. LUKIC, "La République fédérale de Yougoslavie à la dérive ?", dans *Esprit*, n° 240 (février 1998).

²⁰ En 1994, le Parti pour la prospérité démocratique (PPD) connaît une grave crise interne, un courant hostile aux modalités de sa participation gouvernementale constituant le Parti pour la prospérité démocratique des Albanais (PPDSH). Lors des élections législatives de 1994 et des élections municipales, le PPDSH parvient à ébranler l'hégémonie politique du PPD. En 1997, le PPDSH fusionne avec un autre parti albanais pour donner naissance au Parti démocratique des Albanais (*Partia demokratike e Shqiptarëve* -PDSH).

²¹ Sur la crise albanaise de 1997, voir S. LIPSIVUS, "Albanien: Dauerkrise oder Neubeginn ?", *Südost-Europa Mitteilungen*, n° 4 (1997).

²² Voir *Bujku* (8 novembre 1993).

Au Kosovo, les critiques contre les choix stratégiques de la LDK sont attisées par la signature des accords de Dayton (14 décembre 1995), qui font l'impasse sur la question albanaise. Depuis, la contestation contre I. Rugova s'articule autour de trois pôles principaux: le Parti parlementaire conduit par Adem Demaqi, l'Union indépendante des étudiants albanais et le Forum des intellectuels animé par Rexhep Qosja. Alors que ce dernier se prononce pour la création d'une Grande Albanie, A. Demaqi prône l'insertion du Kosovo dans une sorte de fédération balkanique, et l'organisation d'une résistance active s'inspirant de l'*intifada* palestinienne. Il est rejoint sur ce point par les étudiants, qui ouvrent un nouveau cycle de manifestations en septembre 1997.

La LDK rentre alors dans une grave crise de légitimité. En novembre 1997, le Parti parlementaire crée avec cinq autres partis un "Forum démocratique" destiné à contester son hégémonie. Trois mois plus tard, un courant radical conduit par Hysein Hyseini, un ancien prisonnier politique, quitte la LDK²³. Mais cette crise n'empêche pas l'organisation de nouvelles élections législatives et présidentielles le 22 mars 1998. Boycottées par les adversaires d'Ibrahim Rugova, elles offrent à celui-ci un nouveau triomphe électoral, aussi retentissant (99 % des voix) que dérisoire, au moment même où, dans la région de la Drenica, les premiers affrontements éclatent entre combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et policiers serbes.

En mars 1998, en effet, l'UCK vient s'engouffrer dans le vide créé par l'épuisement des stratégies de la LDK. Active depuis 1996, et liée au Mouvement populaire du Kosovo (*Lëvizje popullore e Kosovës* -LPK), une organisation politique créée par des militants marxistes-léninistes en exil, l'UCK compte alors peut-être moins d'un millier de combattants²⁴. Mais, aidée par la riposte aveugle des autorités serbes, elle parvient en quelques semaines à prendre la tête du soulèvement armé de la communauté albanaise, et à en bouleverser les équilibres internes. Elle sonne d'abord le glas de la résistance passive prônée par I. Rugova, et signale l'entrée en scène des jeunes de la diaspora et des campagnes. Niant toute légitimité à Rugova et au Parlement dominé par la LDK, l'UCK voit sa popularité s'accroître de jour en jour, s'impose comme un partenaire incontournable aux dirigeants politiques albanais et aux diplomates occidentaux, et s'efforce de prendre le contrôle de la collecte des fonds à l'étranger. Ce faisant, toutefois, elle approfondit la crise de la communauté nationale albanaise plutôt qu'elle ne la dépasse, comme l'attestent les difficultés que les Albanais du Kosovo rencontrent pour former un groupe représentatif de négociateurs, ou la nouvelle montée des tensions régionales et partisans que connaît l'Albanie.

Déchirement des nations ou déliquescence des Etats ?

Il faut dès lors se demander si l'exacerbation récente de la crise du Kosovo mène à la constitution d'une Grande Albanie, ou à l'embrasement d'une nouvelle guerre albano-abanaise. Une question du même genre pourrait être posée à propos de la Serbie, la formation d'une coalition gouvernementale entre le Parti socialiste de S. Milosevic et le Parti radical de l'ultra-nationaliste Vojislav Seselj constituant moins le signe d'une nouvelle flambée de nationalisme serbe qu'un palier supplémentaire dans le naufrage moral et politique que connaît le peuple serbe depuis plus de dix ans. Quoi qu'il en soit, ce sont bien les contradictions des projets

²³ En juin 1998, H. Hyseini et R. Qosja fondent un nouveau parti, le Mouvement démocratique albanais (*Lëvizje demokratike shqiptare* -LDSH).

²⁴ Sur l'UCK, voir Z. KUSOVAC, "Another Balkans Bloodbath ?", *Jane's Intelligence Review* (février 1998); S. LIPSIUS, "Untergrundsorganisationen im Kosovo", *Südosteuropa*, vol. CXVII, n° 1-2 (janvier 1998).

nationalistes en présence et, plus largement, la désagrégation des communautés nationales auxquelles ils se réfèrent, qui expliquent l'exacerbation de la crise du Kosovo. La preuve en est l'apathie avec laquelle cette nouvelle guerre est accueillie à Tirana comme à Belgrade.

Analyser la crise actuelle au Kosovo en termes de "montée des nationalismes" ou de "déchirement des nations" peut donc conduire à de graves erreurs d'interprétation. Non pas, bien entendu, que cette crise soit dépourvue de dimensions nationales: il y a bien une question nationale albanaise et une question nationale serbe dans les Balkans, dont le point de rencontre est le Kosovo. Mais, autant le question nationale se posait en termes complexes en Bosnie-Herzégovine, autant elle apparaît relativement simple au Kosovo: le Kosovo était en 1991, avec la Serbie étroite et la Slovénie, l'entité la plus homogène de la fédération yougoslave, et depuis un certain temps déjà, l'intérêt national bien compris de la Serbie est de régler au plus vite le problème kosovar, voire de s'en débarrasser (n'en déplaise aux amateurs de monuments historiques)²⁵.

Le caractère complexe, voire insoluble, de la crise du Kosovo, se situe donc ailleurs: dans la profonde crise que traverse la plupart des Etats de la péninsule balkanique, à commencer par la République fédérale de Yougoslavie et l'Albanie. Mais cette crise n'a pas uniquement ou forcément une dimension nationale, comme l'ont bien montré au début de 1997 les crises politique serbe, bulgare et albanaise. Et si, au début des années 1990, la crise de représentation politique qu'exprimaient différents phénomènes de boycott de scrutins, de contestation de résultats électoraux ou de non-représentation au Parlement avait le plus souvent une dimension nationale, elle peut être aujourd'hui la conséquence de simples clivages partisans, comme l'illustre le boycott du Parlement par les partis d'opposition albanais, serbe, macédonien et... kosovar. Dans ce contexte, la vraie difficulté du problème kosovar réside dans ce cercle vicieux difficile à rompre: la question du Kosovo bloque la démocratisation de la Serbie, et l'absence de démocratisation en Serbie empêche la résolution de la question du Kosovo.

De même, sur le plan régional, la théorie des dominos n'est peut-être pas la mieux à même de rendre compte des risques d'extension de la crise actuelle: pour qu'un domino en bouscule un autre, encore faut-il qu'il ne s'effondre pas sur lui-même. Certes, là encore, un débordement des combats ou un afflux de réfugiés pourraient déstabiliser la fragile Macédoine. Mais encore faut-il expliquer pourquoi celle-ci n'a pas su apporter de réponse à ses propres problèmes nationaux (distribution de portefeuilles ministériels mise à part), et a ainsi largement contribué à radicaliser sa population albanaise. Au-delà, l'idée d'une extension du conflit kosovar à toute la région paraît aujourd'hui moins crédible qu'elle ne pouvait l'être au début des années 1990. Les relations entre l'Albanie, la Macédoine et la Grèce ont connu une nette amélioration, la Grèce et la Turquie ont à Chypre ou en mer Egée des motifs bien plus sérieux d'affrontement, et une coopération régionale balbutiante s'est mise en place.

Plus peut-être qu'une confrontation militaire entre Etats se propageant vers l'est des Balkans, il convient donc d'anticiper une accélération de la déliquescence de certains Etats balkaniques, qui ferait alors apparaître un vaste "espace d'ingouvernabilité" s'étendant de la Bosnie-Herzégovine à la Macédoine, et concernerait donc avant tout la partie occidentale de la péninsule balkanique.

²⁵ On objectera bien sûr que l'indépendance du Kosovo remettrait en cause les principes du droit international. Mais il faut alors se demander, d'une part, si le démantèlement de la Yougoslavie en 1991/92 a lui-même été conforme au droit international, d'autre part, quelle est la cohérence d'un droit international ayant maintenu au sein de la Yougoslavie la seule entité territoriale qui, d'une certaine façon, n'avait rien à y faire.

